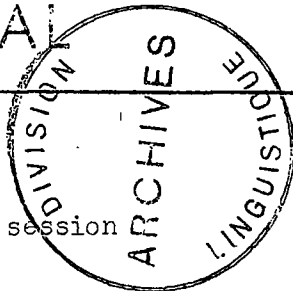


Distr.
GENERALE
E/2059
26 juillet 1951
FRANCAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Treizième session
Point 18

Distr. double

RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME (SEPTIEME SESSION)
Observation des gouvernements sur le projet de pacte international
relatif aux droits de l'homme

1. A sa 250ème séance, tenue le 19 mai 1951, la Commission des droits de l'homme a adopté une résolution (E/1992, paragraphe 21) touchant le pacte international relatif aux droits de l'homme ; au paragraphe 5 de cette résolution, le Secrétaire général est invité à transmettre le projet de pacte relatif aux droits de l'homme aux gouvernements et aux institutions spécialisées afin qu'ils puissent présenter leurs observations sur ce projet lors de la treizième session du Conseil économique et social (30 juillet 1951).
2. Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer au Conseil dans le présent document les observations du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Les observations formulées par d'autres gouvernements seront distribuées sous forme d'addenda à ce document; celles des institutions spécialisées feront l'objet d'une série de documents distincte.

1. ETATS-UNIS

(Note du représentant des Etats-Unis auprès de
l'Organisation des Nations Unies, en date du
6 juillet 1951)

La Commission des droits de l'homme ayant, lors de sa 7ème session, demandé aux gouvernements de formuler leurs observations sur le projet de pacte

international relatif aux droits de l'homme tel qu'il a été révisé au cours de ladite session de la Commission, le Gouvernement des Etats-Unis, sans vouloir présenter pour le moment d'observations détaillées, voudrait mettre en lumière deux points :

1. Le Gouvernement des Etats-Unis estime que les dispositions concernant les droits économiques, sociaux et culturels qui font l'objet de la Troisième partie du Projet, ainsi que les dispositions relatives aux rapports à présenter, contenues dans la Cinquième partie, et élaborées au cours de la septième session de la Commission, méritent d'être de nouveau examinées avec soin au moment où le projet de pacte reviendra en discussion devant les Nations Unies.

2. Le Gouvernement des Etats-Unis tient à souligner l'importance qu'il attache à l'insertion dans le Pacte d'un article relatif aux Etats fédératifs qui permette à un Etat fédératif comme les Etats-Unis de donner son adhésion au Pacte.

Le Gouvernement des Etats-Unis rappelle qu'il est dit dans la Section C de la résolution 421 (V) adoptée le 4 décembre 1950 par l'Assemblée générale, que :

L'Assemblée générale

Demande au Conseil économique et social d'inviter la Commission des droits de l'homme à étudier un article relatif aux Etats fédératifs et à formuler, pour permettre à l'Assemblée générale de les examiner à sa sixième session, des recommandations qui auraient pour objet d'assurer l'application la plus complète du Pacte aux unités territoriales constitutives des Etats fédératifs et de permettre la solution des problèmes constitutionnels qui se posent aux Etats fédératifs à ce propos.

Comme cette résolution le fait valoir, il y a lieu d'examiner avec attention les moyens de résoudre ce problème.